Bachardoust Ramazan,
Afghanistan. Droit constitutionnel, histoire, régimes politiques et relations diplomatiques depuis 1747

Paris, L'Harmattan, 2002. 443 p.

Cet ouvrage a été rédigé par l'A., professeur de droit, de manière circonstancielle, entre mars et novembre 2002, dans le contexte de l'élaboration de la nouvelle constitution afghane. Le titre de l'ouvrage annonce une étude historique du cadre juridique de l'État afghan depuis 1747 ; hélas ! la période antérieure à 1963 n'occupe dans l'économie du texte qu'une soixantaine de pages sur près de 410. Il s'agit plus d'une introduction brossant à grands traits les étapes principales de l'émergence d'un État afghan que d'une réelle partie. Près de la moitié de l'ouvrage porte sur la période postérieure à 1992. À ce titre, on peut considérer la mention de l'« histoire » dans le titre comme une exagération. Il n'y a d'histoire dans l'ouvrage que l'introduction et l'organisation des chapitres qui suivent les différentes constitutions ou les régimes successifs qu'a connus l'Afghanistan. C'est dommage, mais la formation juridique de l'A. et la rapidité d'exécution de l'ouvrage expliquent sans doute ce parti pris de présentation. Si les ouvrages déjà anciens de Louis Milliot ⁽¹⁾ et de Joseph Schacht ⁽²⁾ sont cités, en revanche la nouvelle édition de *l'Introduction à l'étude du droit musulman* de Louis Milliot par François-Paul Blanc en 2001 ⁽³⁾ et l'excellent *Droit musulman* en deux volumes d'Hervé Bleuchot ⁽⁴⁾ ne sont pas mentionnés. Ce dernier ouvrage est un modèle du genre, justement parce que la dimension historique de la constitution du droit musulman est au centre de la problématique. Les questions posées par M. Bachardoust sont fondamentales et touchent l'ensemble des États modernes musulmans, dont les législations marient avec plus ou moins de bonheur des éléments coutumiers, musulmans et occidentaux. C'est là un des mérites de l'ouvrage que d'élargir le propos dans la troisième partie (« Quelle constitution et quel régime politique pour l'Afghanistan et les autres pays musulmans ? ») et de poser la question de la conciliation entre droit musulman et droit national, entre État et islam, autour du projet de constitution afghane. Cela étant, la structure de l'ouvrage et le découpage des chapitres et des parties en petits paragraphes sur le modèle des documents juridiques rendent difficile le développement de synthèses et de réflexions trans-historiques, par exemple sur le rôle du *qānūn*, du *talfīq* ou des grands codes civils occidentaux, dans la réforme du droit dans le « domaine de l'islam ». Certes ces éléments sont abordés, mais la construction linéaire chronologique choisie par l'A. ne met pas en évidence l'inertie historique, ni les grandes ruptures nécessaires à la compréhension des systèmes politiques et juridiques des États musulmans

contemporains. Il n'en reste pas moins que l'on trouvera dans ce livre tous les éléments (dispersés) pour nourrir la réflexion sur ces questions.

Pascal Buresi
 Cnrs-Paris

(1) *L'Introduction à l'étude du droit musulman*, Paris, Sirey, 1955.

(2) *Introduction au droit musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1999.

(3) BLANC François-Paul, MILLIOT Louis, *Introduction à l'étude du droit musulman*, Paris, Dalloz, 2001.

(4) Aix-Marseille, Presses universitaires (coll. Droit et religions), 2000.